



# ALTERNATIVES INTERNATIONALES

**Libération**

www.alternatives-internationales.fr

TRIMESTRIEL - JUIN 200

**Cuba**  
Les purges reprennent à La Havane

**Violences conjugales**  
Briser le silence



**Débat**  
Les Européens peuvent-ils influencer Obama ?

- **Y ousséi...**
- Iran, les inégalités menaçantes
- RD Congo, le blues des chefs coutumiers
- Ukraine, la lutte des syndicats indépendants
- Indonésie, histoire d'une transition démocratique

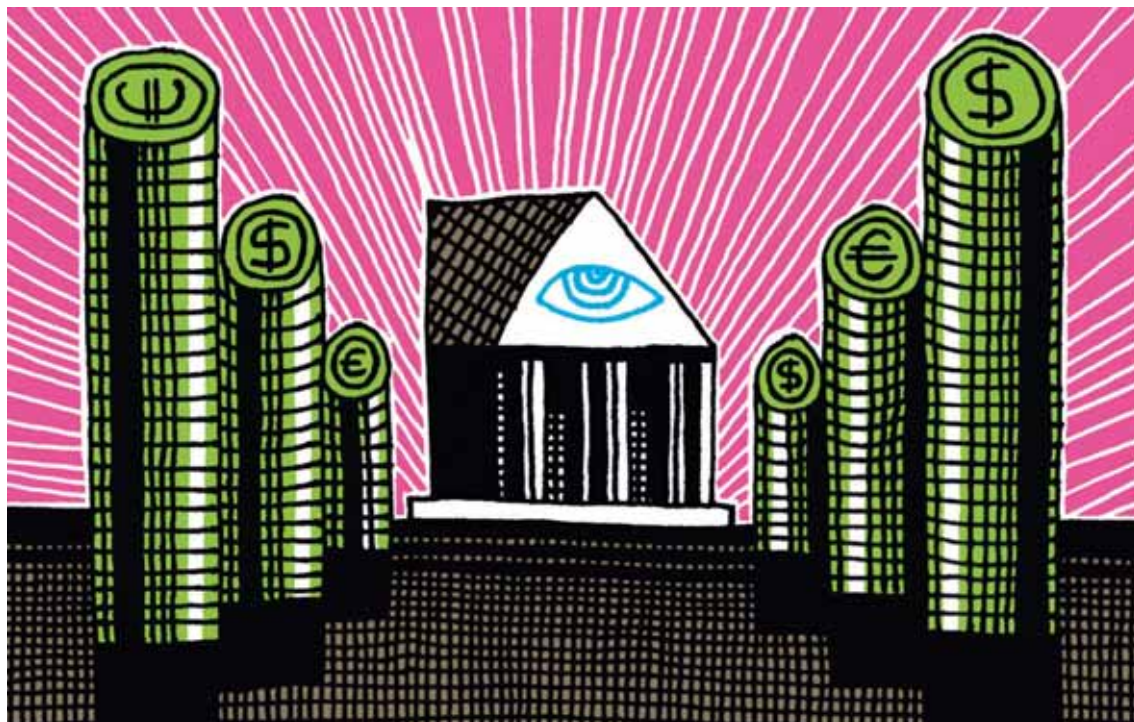
**Alternatives économiques**



# OGM COMMENT ILS CONQUIÈRENT LE MONDE

© 2006 Alternatives Internationales - Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la revue est interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la revue est interdite.

**Le G20 sera-t-il capable de respecter ses engagements ? Vu l'accueil positif des conclusions du sommet**, dans la majorité des pays européens notamment, il devrait se sentir obligé de le faire. Et dans un tel contexte, l'Union devrait prêcher par l'exemple. En ce sens, le rapport dirigé par Jacques de Larosière et publié en mars, qui propose de réformer le système européen de supervision financière, est un pas dans la bonne direction, mais encore timide. Jusqu'à présent, cette supervision des banques, des compagnies d'assurance et des établissements financiers reste de la compétence d'autorités nationales qui partagent peu leurs informations alors que les flux transfrontaliers se multiplient. Trois comités européens regroupant ces superviseurs nationaux existent, mais leurs décisions ne sont pas contraignantes. La crise a confirmé les limites du dispositif. Le rapport de Larosière propose donc



que la Banque centrale européenne soit dotée de pouvoirs de contrôle des marchés financiers dans l'Union. Il prévoit aussi d'accorder plus de pouvoirs aux trois comités, mais sans aller jusqu'à les regrouper dans une entité unique forte siégeant au dessus des Etats membres, ce qui aurait été plus efficace et plus conforme à la logique communautaire. ■

\* CENTER FOR EUROPEAN POLICY STUDIES (BRUXELLES), WWW.CEPS.EU

OMC

# LES TENTATIONS PROTECTIONNISTES D'OBAMA

*Le cycle de Doha bute sur le soutien des Etats du Nord à leurs agriculteurs. L'UE a lâché du lest. Pas les Etats-Unis. Et les craintes liées à la crise économique éloignent encore les chances d'un compromis.*

PAR GIOVANNI ANANIA\*

Le cycle de négociations multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lancé à Doha en 2001 est aujourd'hui bloqué. C'est un cycle très différent du précédent. L'accord qui avait clôturé l'Uruguay Round (1986-1994) reposait sur un compromis élaboré par deux puissances : les Etats-Unis et l'Union européenne (UE). Pour celui de Doha, les conflits entre elles sont moins aigus, mais la capacité à peser dans la négociation est répartie entre un nombre bien plus important d'Etats, et notamment les grands pays émergents du Sud

(Brésil, Chine, Inde), présents cette fois de tout leur poids. Comme à l'OMC les décisions doivent être prises par consensus, cette nouvelle configuration complique l'issue du cycle.

**Contrairement à ce qui s'était produit lors de l'Uruguay Round, l'UE n'est pas accusée cette fois de bloquer les négociations** en s'arc-boutant à des positions « inflexibles ». En matière agricole, sujet sur lequel elle est pourtant le plus sur la défensive, l'Union a proposé d'éliminer les subventions à l'exportation, accepté de réduire de 80 % les soutiens internes à ses agriculteurs et offert d'abaisser de plus en plus substantiellement le taux maximum de ses taxes sur les importations. Ces ouvertures sont facilitées par les réformes de la PAC (politique agricole commune) que l'Union a introduites ces dernières années, pour des raisons surtout internes. Par ailleurs, au-delà du secteur agricole, l'UE a accordé un accès en franchise de douanes et de contingent à tous les produits en provenance des 49 pays les moins ■■■

■■■ avancés ainsi qu'aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), anciennes colonies européennes.

**Les Etats-Unis, eux, ne semblent pas disposés à clore rapidement le cycle de Doha.** Prenant le contre-pied de la réforme de la PAC, le Congrès américain a approuvé en 2008 à une majorité écrasante le *Farm Bill* qui, dans l'hypothèse où les cours des produits agricoles seraient relativement bas, permettrait d'accorder aux agriculteurs américains un soutien plus élevé que le maximum autorisé par les propositions en discussion à l'OMC. Les Etats-Unis ne sont pas prêts non plus à accepter la requête de quatre pays parmi les plus pauvres du monde (Burkina Faso, Bénin, Tchad et Mali) qui demandent que les soutiens accordés par les pays riches à leurs propres cotonculteurs soient éliminés, ou très fortement réduits. Par ailleurs, les Etats-Unis refusent la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde qui, en cas de forte augmentation du volume des importations, permettrait aux seuls pays en développement d'imposer des taxes additionnelles sur ces importations. Pour Washington, cela risquerait en effet d'annuler les effets d'une ouverture du marché agricole de ces pays, ouverture qui pourrait découler d'un accord final du cycle de Doha. Enfin, les Etats-Unis, comme l'UE cette fois, entendent aussi accéder aux marchés

non-agricoles des pays émergents et demandent des concessions significatives en ce sens. Que ces pays refusent.

L'attitude de la nouvelle administration américaine vis-à-vis du cycle de Doha n'est pas encore claire. Comme candidat, Barack Obama avait exprimé son total soutien au *Farm Bill* et prêté « attention » aux demandes protectionnistes des secteurs industriels américains les moins compétitifs. Devenu président, il a laissé entendre que la libéralisation du commerce ne faisait pas partie de ses premières priorités. Son « Programme de politique commerciale 2009 » montre d'ailleurs plus d'intérêt pour les acteurs économiques qui veulent garder leurs parts du marché intérieur américain en se protégeant des importations compétitives, que pour ceux qui réclament des réformes multilatérales afin de faciliter la conquête de marchés étrangers.

**La crise financière n'a pas seulement détourné l'attention des négociations à l'OMC,** elle a aussi suscité (partout) une forte demande de protectionnisme. En dépit des réaffirmations selon lesquelles un accord sur le cycle de Doha est plus que jamais nécessaire, le climat n'est pas propice à une libéralisation accrue du commerce. Davantage de temps, de négociations, et une volonté politique bien plus grande seront nécessaires pour sortir le cycle de l'impasse.

\* DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE, UNIVERSITÉ DE CALABRE (ITALIE)

## AFGHANISTAN

# WASHINGTON RÈGNE SUR LA DÉSUNION EUROPÉENNE

*Ni partir, ni s'engager davantage : en Afghanistan, les hésitations des Européens laissent le champ libre aux Etats-Unis pour décider de la stratégie militaire, au risque d'un échec commun.*

PAR GILLES DORRONSORO \*

Les Européens sont aux côtés des Etats-Unis en Afghanistan, souvent plus pour marquer leur solidarité transatlantique que pour des raisons stratégiques bien définies. L'architecture de leur présence est très complexe. Les

armées européennes sont intégrées au sein de l'Otan. Mais les représentations diplomatiques et certains programmes d'aide civile sont nationaux, l'Union européenne ayant par ailleurs les siens. Le niveau d'engagement est en outre variable. Notamment sur le plan militaire : on compte 8 000 soldats britanniques, 5 000 Allemands, 3 500 Français, 2 000 Italiens, pour ne citer que les principaux contingents.

**Le bilan qu'on peut tirer à ce jour de la présence européenne est, conformément à l'évolution globale du conflit,** celui d'un échec, aussi bien du point de vue de la coopération européenne que de la performance des armées nationales. L'Afghanistan est en réalité un exemple de compétition intra-